

Après une [introduction](#) consacrée à la situation globale en Amérique latine et un [second volet](#) dédié à la situation au Chili et en Argentine, nous publions ici la synthèse des discussions suscitées autour du livre Une stratégie altermondialiste de Gustave et Elise Massiah, lors des débats organisés en 2013 avec divers mouvements, collectifs et organisations sociales en Colombie et en Uruguay.

## LA SITUATION EN COLOMBIE

### La situation économique en Colombie

La Colombie<sup>1</sup> est la 4e puissance économique d'Amérique Latine, après le Brésil, le Mexique, l'Argentine. Avec 45 millions d'habitants, le PIB atteint 171 milliards de dollars (valeur 2007 au prix et taux de change courants). L'économie colombienne s'est diversifiée et la croissance industrielle s'est accélérée. Le secteur agricole, notamment la culture du café et de la canne à sucre, occupent toujours une place très importante. La croissance économique forte est de l'ordre de 4 % en moyenne depuis 2003. Elle s'est appuyée sur une politique d'investissements dans les infrastructures. La Colombie a connu une crise financière en 1999, qui s'est traduite par une politique de consolidation budgétaire et de resserrement monétaire. La croissance économique, de plus de 5 % cette année, s'est accompagnée de tensions inflationnistes. Le déficit public reste chronique.

La Colombie apparaît comme une des futures puissances émergentes. Après l'émergence des BRIC (Brésil, Russie, Inde et Chine), on met en avant un groupe de six pays émergents, le CIVETS (Colombie, l'Indonésie, le Vietnam, l'Égypte, la Turquie, l'Afrique du Sud). Formellement, les analogies entre la Colombie et l'Afrique du Sud sont grandes : le PIB, la population et la superficie sont équivalentes. Le groupe des pays du CIVETS pourrait connaître une croissance de 4,5% contre 1,8% pour les pays du G7. Ces six pays, qui ont peu souffert de la crise, se caractérisent par des populations jeunes, une économie diversifiée, un endettement soutenable et une relative stabilité politique. Ils bénéficieraient dans les prochaines années de forts investissements étrangers et d'une attention particulière des multinationales.

C'est déjà le cas pour la Colombie où les investissements étrangers sont en expansion, de près de 8 milliards de dollars depuis 2002. Ce serait le pays qui offrirait le plus de protection aux investisseurs en Amérique latine et le cinquième à l'échelle mondiale (*Doing Business 2011*). Le pays propose un accompagnement constant aux investisseurs, des zones franches très compétitives, plus de 50% de réduction d'impôts, des accords commerciaux avec le gouvernement. La France, qui est parmi les cinq premiers investisseurs du pays, en est le premier employeur privé.

La Colombie est le deuxième pays d'Amérique latine, et le septième du monde, où les inégalités sociales sont les plus importantes. La discussion est ouverte sur une réforme de l'imposition (seulement 2% des colombiens paient l'impôt sur le revenu) et sur un plus grand transfert des ressources publiques pour aider socialement les colombiens les plus pauvres. L'objectif, dans un proche avenir, est de réduire les inégalités sociales au même niveau que des pays comme le Costa Rica.

## La situation politique en Colombie

La situation politique est déterminante<sup>2</sup>. Le violent conflit, une véritable guerre, qui secoue le pays depuis un demi-siècle, depuis le *Bogotazo*, les soulèvements qui ont suivi l'assassinat de Jorge Eliecer Gaitan, en 1948, et leur répression sauvage. La guerre intérieure est redoublée par les enjeux géopolitiques, la Colombie occupant une place majeure dans l'équilibre de l'Amérique latine.

La guerre détruit le tissu social, avec pratiquement trois millions de déplacés, huit mille homicides par an pour des raisons politico-sociales, trois mille cinq cent séquestrés et des centaines de disparitions forcées, etc. La Colombie affiche un des taux de criminalité les plus élevés au monde, avec 27.000 homicides par an. Les échecs des processus de paix ont engendré le scepticisme, chez une population fatiguée aussi bien des hommes politiques et de leurs promesses électorales, que des groupes armés, d'où qu'ils viennent. La Colombie se trouve en permanence devant l'alternative entre construire un ordre démocratique ou un ordre autoritaire.

La violence et la guerre sont en Colombie un axe central de la politique, ainsi que la problématique de terre et le contrôle territorial par l'oligarchie colombienne, une des plus intransigeantes du monde. Avec le temps, à la lutte pour la terre en tant que moyen de production s'est substituée la défense du territoire – comme espace d'identités diverses, d'histoires de peuples et de richesses naturelles. L'Etat ne contrôle pas une partie des territoires et est affaibli par la faiblesse des mécanismes de régulation sociale. L'absence de réforme agraire et de redistribution des terres alimente l'expulsion de la population paysanne vers les marges de la frontière agricole et vers la périphérie des grandes villes.

Ce sont dans ces territoires qu'est née la guérilla. Les FARC, Forces armées révolutionnaires de Colombie, créées en 1966, sont le prolongement des groupes de paysans armés qui sont nés pendant *La Violencia*, la période des guerres qui ont provoqué jusqu'en 1960, près de 200.000 morts. Dans les années 1960, La criminalisation de la protestation paysanne, la naissance de puissants mouvements urbains (ouvriers et étudiants) et la radicalisation des classes moyennes ont contribué à la naissance d'autres groupes de guérilla (ELN, EPL et M-19). Actuellement les FARC comptent 20.000 combattants, alors que l'ELN en aurait environ 4.000. Les autres groupes ont abandonné la lutte armée au cours des années 90. Il faut rappeler la tragique leçon de 1985. L'Union Patriotique, créée par les FARC et le Parti Communiste Colombien, signe un cessez le feu avec les autorités et s'engage dans une action politique publique. Les membres de L'Union Patriotique sont alors assassinés massivement (3 à 5000 d'entre eux), on parle alors d'un génocide politique qui relance la guérilla.

Les groupes paramilitaires, entre 10 et 20.000 membres, sont nés des groupes civils d'« autodéfense », créés par l'armée à la fin des années 1960. Ils servent d'auxiliaires pendant les opérations de « contre-insurrection ». On attribue aux paramilitaires l'immense majorité des violations des droits humains en Colombie et l'imposition de la terreur dans les zones qu'ils contrôlent. Les paramilitaires sont étroitement liés aux grands propriétaires terriens (qui sont leur « berceau social ») et au trafic de drogue, des secteurs dont les limites sont également diffuses.

Les grands propriétaires terriens, plantations de café et éleveurs de bétail, ont armé des paysans qui leur étaient dévoués pour affronter la guérilla. Leurs cibles sont aussi des leaders syndicaux, des enseignants, des journalistes, des défenseurs des droits humains et des hommes politiques de gauche. Avec les années, le développement du trafic de drogue

à modifié cette situation. Un rapport de Americas Watch de 1990 signale que « *les narcotrafiquants sont devenus de grands propriétaires terriens et, en tant que tels, ont commencé à partager la politique de droite des propriétaires terriens traditionnels et à diriger certains des groupes paramilitaires les plus notoires* ».

Les différentes « armées privées » ont fini par fusionner dans les *Autodefensas Unidas de Colombia* -Autodéfenses unies de Colombie (AUC), durant les années 90. Alliant au pouvoir économique le pouvoir militaire, elles ont contribué à l'élection du président Alvaro Uribe, en 2002 et 2006. On leur attribue plus de 70% de tous les homicides du pays pour des motifs politiques sans lien direct avec les combats. Une bonne partie des dirigeants paramilitaires pourraient être extradés aux Etats-Unis pour y être jugés pour trafic de drogue. La militarisation de la société a été accentuée sous la présidence Uribe avec l'augmentation des effectifs des forces armées, la création d'un réseau d'informateurs civils de près d'un million de personnes et des *fronts de sécurité* dans les quartiers. La « désinstitutionnalisation de l'appareil public » génère des situations d' « informalité juridique », l'usage sans contrôle de la force, la criminalisation des mouvements sociaux.

A partir des années 1980, le modèle néolibéral aggrave la situation. Aux conséquences économiques, l'exclusion et la marginalisation sociale, s'ajoutent les politiques des Etats-Unis et notamment le plan Colombie. L'administration décide de couper dans les dépenses sociales pour financer la guerre. Le plan Colombie sert à la militarisation du pays, mais également à la consolidation du paramilitarisme comme alternative sociale et politique. Il s'agit d'un projet intégral qui ouvre de nouvelles régions à l'implantation de multinationales. D'importantes actions sont destinées à des plans d'amélioration de l'infrastructure, de santé, d'éducation et de développement alternatif. Une partie des ressources du plan Colombie a abouti entre les mains des paramilitaires qui, au travers de leurs ONG, gèrent les montants qui sont destinés aux dépenses sociales. « *Le plan Colombie fait partie d'une vaste stratégie pour contrôler les mouvements sociaux d'Amérique latine et les ressources de cette partie du monde* ».

## **La difficile tâche des mouvements sociaux en Colombie**

Quelle peut être l'action du mouvement social dans une société militarisée, où les espaces pour l'action publique sont fermés et où les militants et dirigeants sont systématiquement assassinés ? Et surtout comment faire pour ne pas reproduire, depuis la société civile, le militarisme ? Pour ceux qui cherchent la démilitarisation, tous les acteurs du conflit y compris la guérilla violent les droits humains. En Colombie, la violence est si profonde qu'elle n'imprègne pas seulement les manifestations des faits politiques et sociaux, mais qu'elle les constitue. L'urgence est de trouver des alternatives au militarisme.

Il existe néanmoins quelques expériences qui cherchent à fuir la logique de la polarisation à travers la création d'espaces de paix, démilitarisés et interdits aux différents acteurs du conflit : guérillas, paramilitaires et armée. Ces espaces sont souvent agressés. C'est pour cette raison que ces expériences oscillent entre la tentation de répondre à la violence par la violence ou plus fréquemment encore par l'abandon du terrain.

Le deuxième problème, c'est qu'il n'existe pas de véritable mouvement social de portée nationale qui ait réussi à apparaître comme une alternative au conflit. Une bonne partie des expériences pour la paix sont des expériences locales, à l'exception notable du mouvement indigène qui ne représente qu'à peine 2% de la population colombienne, bien que son aire

géographique d'influence soit bien plus importante que son poids démographique. Il faut souligner l'importance qualitative de ces mouvements, qui vont dans le sens opposé à la guerre.

Le Conseil régional indigène du Cauca (CRIC) fait partie de l'Organisation nationale indigène de Colombie (ONIC), qui regroupe toutes les ethnies du pays. Par leur résistance, les indigènes ont obtenu la reconnaissance de leurs territoires qui forment 30% du territoire colombien. La Constitution de 1991 reconnaît les droits collectifs et les territoires des peuples indigènes. Mais ils sont aujourd'hui menacés par ce qu'ils qualifient comme une « *nouvelle invasion* ». En effet, dans le cadre de la mise en place de la ZLEA, la pression est forte pour l'élimination de l'article 329 de la Constitution qui reconnaît le caractère inaliénable de leurs territoires.

Les peuples indigènes du Cauca sont en résistance contre la guerre, depuis leur décision de ne pas prendre part au conflit. Ils résistent de manière collective et communautaire. Il s'agit d'une résistance désarmée et non violente. Le premier pas fondamental est la défense du territoire, tant des personnes que de l'habitat culturel, social et économique. Ils cherchent à maintenir les différentes formes de production en sauvant et en renforçant les manières traditionnelles de cultiver la terre, en préservant les semences pour prévenir la disparition des cultures.

En plus des communautés indigènes de Colombie, des groupes de population se sont formés sur tout le territoire, en particulier dans les zones rurales, qui ont déclaré leurs territoires comme zone de paix et exigent des groupes armés qu'ils s'en retirent. En 2004, à San José de Apartadó, a commencé à fonctionner l'Université paysanne de la résistance. Du côté des mobilisations urbaines contre la guerre, le plan Colombie et la ZLEA il faut signaler la « *Minga* pour la Vie, l'Autonomie, la Liberté, la Justice et la Joie des peuples indigènes » qui s'est tenue le 13 septembre 2012. La *Minga* (*Minga* signifie travail collectif en langue indigène) a été une impressionnante mobilisation de 60.000 indigènes de la région du Cauca, au sud de la Colombie, qui a convergé vers la ville de Cali pendant trois jours et qui a reçu l'appui des 84 peuples indigènes de Colombie. Organisée par le CRIC, la *Minga* a appelé le peuple à défendre la vie contre la guerre et à s'opposer au traité de libre-échange entre la Colombie et les Etats-Unis. Les indigènes ont montré la possibilité d'ouvrir des brèches dans une société militarisée, en déclarant qu'on ne combat pas la guerre par davantage de guerre.

Le travail de résistance dans les zones du pays, confrontées aux incursions des paramilitaires, s'est accompagné d'un travail de maturation d'une position critique face à la violence qu'exerce la guérilla, un travail pour la paix, un travail de formation et de « visibilisation » de quelques personnes emblématiques, et notamment de certaines femmes qui ont joué un rôle très important dans les zones les plus violentes du pays.

L'action des mouvements sociaux a été décisive dans la lutte contre l'impunité. La loi en faveur des victimes n'aurait pas vu le jour si les victimes ne s'étaient pas engagées dans ce processus de lutte, Cette action a été accompagnée par un secteur du pouvoir judiciaire à vocation démocratique, respectueux des droits humains et s'appuyant sur la Constitution. Ces juges de la Cour suprême et de la Cour constitutionnelle ont accompli leur travail malgré les menaces. Ils ont exploré de nouvelles voies juridiques dans le système national, et dans le système interaméricain et à la Cour pénale internationale. Les juges n'agissent pas seuls. Dans ce combat, la force principale, ce sont les organisations de victimes, de défense des droits humains, le mouvement syndical, les peuples autochtones, les associations paysannes et les mouvements de femmes. Cette mobilisation s'est exprimée

Malgré la guerre, la société colombienne fait preuve d'un dynamisme et d'une inventivité remarquable. On peut prendre l'exemple de la lutte contre la criminalité dans les grandes villes. Antanas Mockus, ancien maire de Bogota, élu en 1995, a réussi à réduire de 70% le taux des homicides, par une politique urbaine privilégiant les transports, l'espace public et une action convaincue pour une nouvelle culture citoyenne. Le maire de Medellin connaît aujourd'hui des résultats comparables. Certains des maires des grandes villes colombiennes montrent que la question de la sécurité dans les grandes villes peut-être affrontée avec succès.

L'ouverture des négociations entre le Gouvernement Colombien, et les FARC EP est un événement majeur pour la Colombie et pour le développement et la paix dans la région. Les négociations sont menées avec l'engagement des pays garants (Cuba et Norvège) et des pays accompagnateurs (Chili et Venezuela). L'espoir d'une solution politique négociée durable du conflit est grand.

## **LA SITUATION EN URUGUAY**

### **La situation économique en Uruguay**

L'Uruguay<sup>3</sup>, un pays de 3,3 millions d'habitants, dont la moitié à Montevideo, est un tampon entre le Brésil et l'Argentine. Le taux d'alphabétisation est de 97% et les lois sociales sont les plus avancées du continent.

La situation économique<sup>4</sup> de l'Uruguay est plutôt satisfaisante.

Le PIB s'est accru en moyenne de 6% ces huit dernières années, son accroissement est de 50% depuis 2005. Le taux de chômage est redescendu à 5%. Le taux de pauvreté serait passé de 34% en 2006 à 19% en 2011. Les inégalités sociales n'ont pas disparu pour autant ; les revenus des 20% les plus riches sont de 48% du revenu total déclaré, et les 50% les plus bas en reçoivent 23%.

La hausse des prix des matières premières (soja, viande de bœuf, blé, riz, lait) explique ces résultats. Ces matières premières représentent 56% des exportations et 19% de produits élaborés à partir de ces matières premières. Le corollaire est une forte « primarisation » de l'économie. Les destinations sont le Brésil (17%) et la Chine (9%). Deux ports francs comptent pour 10% des exportations. Nueva Palmira vend à l'étranger le grain uruguayen. A Fray Bentos est localisée la plus grande usine de pâte à papier du monde, qui fabrique ce produit à partir des troncs d'eucalyptus. La tension entre l'Uruguay et l'Argentine s'est d'ailleurs aggravée autour de cette usine exportatrice ; les uruguayens défendant leurs sources de revenus et les argentins mettant en avant la sauvegarde de l'environnement face à la pollution occasionnée sur le fleuve limitrophe entre les deux pays.

La dette extérieure qui était de 110% du PIB est aujourd'hui plus près de 50%. Les investissements étrangers sont passés de 300 millions de dollars US en 2000, à plus de 1000 millions par an. Les capitaux étrangers contrôlent toutes les banques à part la banque d'Etat, une grande partie des terres, la production du riz et toute la commercialisation du soja, l'opérateur de container du port, la moitié du commerce de détail.

Le secteur des banques et des assurances est très important. L'Uruguay est parfois appelé

« la Suisse de l'Amérique latine ». Selon la Banque centrale de l'Uruguay, près de 18 % des dépôts appartiendraient à des non-résidents, soit 2 500 millions de dollars, appartenant pour la plupart à des Argentins. L'Uruguay est passé en 2009 de la liste noire de l'OCDE concernant les paradis fiscaux, à la « liste grise ». En 2010, un projet de loi devait limiter le secret bancaire.

La politique économique du Frente Amplio, à partir de 2005, contribue grandement à cette évolution. Après quatre années de récession, le chômage et l'inflation baissent. L'inflation qui avait explosé de 4,4% en 2001 à 19,4% en 2003, ramenée à 5% en 2005. Cette même année, le salaire minimum passe en cinq ans de 1 350 pesos à 4 150 pesos (70 à 200 dollars).

Cette politique est en rupture avec les politiques néolibérales. En 2006, une partie du gouvernement et les syndicats, choisissent clairement les obligations du Mercosur et refusent le traité de libre commerce avec les Etats-Unis. Les réformes ont été importantes dans la fiscalité (impôt sur le revenu et baisse de la TVA) ; de la santé (doublement du nombre de bénéficiaires de la couverture), de l'éducation (salaires des instituteurs doublés) Plan social, négociations salariales et augmentation des salaires réels de 25%.

Le Frente Amplio recueille les fruits de ces résultats à toutes les élections. Il s'agit d'une politique d'équilibre. Mujica définit cette politique « Redistribuer plus équitablement dans la société existante ; réaliser des réformes sans remettre le système en cause ». Il s'agit d'une rupture avec le néolibéralisme, mais pas avec le capitalisme. Un peu comme l'avait fait Lula au Brésil, des gages sont donnés aux marchés financiers et aux agro-exportateurs. Le ministre des finances en est le garant. Par contre, les politiques sociales et la redistribution sont affirmées.

### **La situation politique en Uruguay et le Frente Amplio**

La situation politique est caractérisée depuis mars 2010, par l'élection présidentielle hautement symbolique, de José « Pepe » Mujica, l'ancien guérillero Tupamaro qui a survécu à treize ans de cachots et de tortures. Il s'agit depuis 2010 du deuxième gouvernement du Frente Amplio (FA). Le premier en 2005 a suivi l'élection en 2004 de Tabaré Vasquez, premier président de gauche de l'histoire de l'Uruguay. A la différence du Brésil où les résultats électoraux conduisent à chercher des compromis avec les partis conservateurs, le gouvernement de gauche a ici les mains libres pour agir. Tout en réaffirmant ses positions, le Frente Amplio ménage les secteurs financiers et l'Armée.

Le MLN-T, *Movimiento de Liberación Nacional -Tupamaros*, plus connu sous son nom de « Tupamaros », est la seule guérilla urbaine du Cône Sud qui a réussi, après sa défaite, à se transformer en parti de gouvernement. Le mouvement émerge dans la première moitié des années 1960 sous la double influence de la Révolution cubaine et d'une situation politique intérieure bloquée. La lutte armée avait été pensée à la fois comme projet révolutionnaire visant à la prise du pouvoir et, à plus court terme, comme moyen d'auto-défense. Les Tupamaros revendiquent une « révolution socialiste » tout en critiquant, dans ses documents officiels, l'URSS et la « dictature du prolétariat », soutenant davantage une démocratie populaire pluripartite et une forme d'autogestion ouvrière.

En 1971 se crée le Frente Amplio (FA), coalition des partis de gauche pour se présenter aux élections qui s'appuie sur un vaste réseau de comités de base dans les quartiers. Le FA a ses origines dans un processus d'unification de la gauche, qui a eu un premier point fort en 1964 avec la création de la centrale syndicale unique (CNT à l'époque, PIT-CNT

aujourd'hui). Cette centrale, respectée et très solide, possède aujourd'hui 330.000 adhérent-e-s. Les Tupamaros appuient de manière critique l'unification, mais pas les élections. Ils organisent une branche politique légale au sein du FA. Le *Programme de gouvernement* de mars 1971 du MLN-T revendique l'expropriation des domaines latifundiaires et des grandes industries, la planification, le panaméricanisme et plusieurs thèmes communs de la gauche révolutionnaire. Ils se réfèrent au « tercérisme » uruguayen et aux théories de la dépendance.

À partir de 1970, la lutte armée s'amplifie avec les plus célèbres actions des Tupamaros. Le nouveau président donne pouvoir à l'armée pour lutter contre la guérilla (justice militaire, État de siège, etc.). Le MLN est vaincu, par la terreur et la torture, en quelques mois. En juin 1973, le président dissout le parlement et fait un coup d'état. L'intervention des militaires vient après la défaite de la guérilla. Elle correspond à un plan défini par les États-Unis, comme au Chili en 1973 et au Brésil en 1964. Montevideo s'engage rapidement dans le Plan Condor qui coordonne les dictatures en Amérique du Sud. En 1975, l'Uruguay est –selon Amnesty International– le pays avec la plus grande proportion de prisonniers politiques au monde : 1 pour 450 habitants. En exil, les Tupamaros participent aux résistances au Chili et en Argentine.

La situation change avec la défaite des militaires lors du plébiscite de 1980. Le débat porte alors sur la transition démocratique. Début 1985, la direction des Tupamaros proclame la nécessité d'aller vers une pacification, une démocratisation et la légalisation du mouvement. En 1989, les Tupamaros créent alors le Mouvement de participation populaire (MPP), avec d'autres organisations de la gauche radicale, et réintègrent le Frente Amplio. Le MPP coïncide avec le MLN-T, tout en étant plus large. Ce processus de réorientation du MLN-T équivalait à privilégier la voie d'une alliance large avec l'ensemble des organisations parties prenantes du Frente Amplio, plutôt que l'alliance à l'extrême-gauche. Le FA progresse à chaque élection (1984, 89, 94, 99, 2004, 2005, 2009) confirmant la reconversion des Tupamaros à la voie électorale, avec le relais des associations de quartiers et structures coopérativistes, auxquels s'est ajouté le soutien actif du monde culturel. Le MPP devient la force politique la plus importante du Front large, et parvient à faire élire son candidat, José Mujica, comme candidat présidentiel de la coalition.

Dès le départ, coexistent deux courants au sein des « tupas » : les « militaires », partisans de la théorie des « focos » (foyers de guérilla) et les « politiques » qui prônent l'action politique de masse et pour qui la lutte armée n'est qu'un complément. Dans les années 70, le Frente Amplio était perçu comme une réponse à la lutte armée. Comme le précise l'article sur les Tupamaros de wikipédia, « aujourd'hui, le mouvement se rapproche plus d'une gauche classique que de l'extrême-gauche, devenant peu à peu un parti de gouvernement, qui revendique toutefois toujours poursuivre un objectif révolutionnaire, mais désormais par des moyens légaux et progressifs ».

En 1998, le Congrès du FA, sans abandonner les principes du programme de 1971, met l'accent sur des réformes moins radicales. Les gouvernements de gauche après avoir provoqué la panique ont rassuré les marchés financiers, les grands propriétaires terriens et des multinationales. Ils ont laissé au ministre des finances et aux anciens de Harvard, la direction de la politique économique, au détriment des mobilisations qui s'étaient déployées pour les référendums contre la loi d'amnistie aux militaires, pour la nationalisation de l'eau, contre la privatisation des entreprises publiques. La "traditionalisation" du FA accentue le poids des structures des partis, de leur poids dans l'administration et de la perte d'indépendance du FA face au gouvernement.

Différents secteurs de l'opinion, tout en reconnaissant les progrès sociaux réalisés, font noter un certain malaise. Il s'agit des « vieux militants », du syndicat et de certains secteurs de la jeunesse, qui ne se reconnaissent pas dans un gouvernement qui envoie des troupes en Haïti, qui légalise les OGM (que la droite avait mis sous contrôle), qui est séduit par l'installation d'une (première) mégamine à ciel ouvert, qui protège les grands propriétaires de la terre (qui payent moins d'impôts que d'autres), qui face à une campagne politico-médiatique très forte sur l'insécurité, fait de grandes opérations à la brésilienne dans les quartiers pauvres et, enfin, qui hésite à juger les criminels du terrorisme d'État.

La plupart des grands mouvements gardent leur autonomie par rapport au gouvernement. Le mouvement syndical a su maintenir son indépendance et l'a démontré à plusieurs occasions, notamment à l'occasion de la mobilisation, en 2007, contre la signature d'un traité de libre-échange avec les Etats-Unis. Juan Castillo, secrétaire général du PIT-CNT, estime qu'il a réussi à réaffirmer son autonomie et son indépendance, tout en intervenant sur la scène politique. Il revendique une démocratie participative et estime *qu'il faut reconnaître les avancées tout en critiquant les erreurs et les manques*. Les mouvements pour les droits de l'Homme reconnaissent les changements, mais regrettent que le gouvernement ait refusé d'annuler la « Loi de caducité » qui, en 1986, a amnistié les bourreaux. La Fédération des coopératives de logement par aide mutuelle – la FUCVAM, Federación de Cooperativas de Vivienda por Ayuda Mutua – est le mouvement le plus important et le plus massif, après le mouvement syndical. Né il y a plus de 30 ans, elle est composée d'environ 500 coopératives qui, grâce à l'occupation de terres dans des zones urbaines, ont réussi à construire environ 20 mille logements. Elle est fortement en conflit avec le gouvernement actuel et la loi qui punit durement les occupations. De nouveaux mouvements composés de jeunes font preuve d'un grand dynamisme, de beaucoup de créativité, notamment dans les revendications pour la légalisation de l'avortement et pour la diversité sexuelle. Plusieurs organisations ont lancé la proposition d'organiser le second Congrès du peuple ; parmi elles, le PIT-CNCT, la FUCVAM, la FEUU (les étudiants universitaires) et l'organisation des retraités. Ce Congrès dit chercher « *à contribuer à la formation d'un bloc démocratique radical qui écarte l'actuel bloc dominant, en luttant pour approfondir le processus de changements* ». Un défi pour les années à venir.

*Nos contenus sont sous licence Creative Commons, libres de diffusion, et Copyleft. Toute parution peut donc être librement reprise et partagée à des fins non commerciales, à la condition de ne pas la modifier et de mentionner auteur-e(s) et URL d'origine activée.*

## références

### références

- ↑1 A Bogota, nous avons été reçus par notre éditeur, par l'Ambassade de France et l'AFD (Agence Française de Développement). Nous sommes intervenus à l'Universidad nacional de Colombia dans une conférence publique « Desafio del Altermondialismo » et à l'Université Santos Tomas. Nous avons rencontré des universitaires, des magistrats, des syndicalistes, des membres de la municipalité et des associations, des organisations politiques, dont le Polo Democrático.

Les données et les références sont reprises de :

- Entretien avec Iván Cepeda, Emma Gascó et Martín Cúneo, « L'action des mouvements sociaux a été décisive dans la lutte contre l'impunité », *Diagonal*, n°163, mis en ligne par Dial, juillet 2012.

- Pécaut, Daniel (1987), *Orden y violencia: Colombia 1930-1954*, Siglo XXI, Bogotá.

- Plataforma Colombiana de Derechos Humanos, Democracia y Desarrollo (2004), *Reelección: el embrujo continúa. Segundo año de gobierno de Álvaro Uribe Vélez*.

↑2 - Salgado Ruiz, Henry (2004) "Plan Colombia: ¿Guerra contra las drogas o contra las poblaciones amazónicas?", en *Bajo el volcán*, Universidad Autónoma de Puebla, Puebla, No. 7.

- Christophe Ventura, « Colombie : la nouvelle donne qui explique les pourparlers de paix », Septembre 2012, *Mémoires des luttes*, [www.medelu.com](http://www.medelu.com).

- Raúl Zibechi, « Militarisme et mouvement social », 2005, *IRC Programa de las Américas*, [www.americaspolicy.org](http://www.americaspolicy.org), décembre 2004, traduit par Virginie de Romanet, diffusé par RISAL ([www.risal.collectifs.net/](http://www.risal.collectifs.net/)).

- Zuluaga Nieto, Jaime (2003) "Colombia: entre la democracia y el autoritarismo", *Revista OSAL*, No. 9, Buenos Aires.

↑3 A Montevideo, nous avons été reçus par les Editions Trilce qui ont été les organisateurs des éditions en espagnol et de ce voyage. Nous avons rencontré de nombreux responsables du Frente Amplio, la mairie de Montevideo, des syndicats, des universitaires, des étudiants et des lycéens, les mouvements féministes.

Nous avons tenu une conférence publique sur « Movimiento social y transformación social » à la Facultad de Ciencias sociales de la Universidad de Montevideo.

Les données et les références ont été reprises de :

-Edouard Bailby, « Gauche latino-américaine, version Uruguay », 16 avril 2007, Alai, (<http://alainet.org>).

-Pablo Harari, « Réflexions sur la situation politique en Uruguay », sans date.

↑4 -Alain Labrousse, *Les Tupamaros. Des armes aux urnes*, Editions du Rocher, Paris, 2009.

-Alain Labrousse et Denis Merklen (coord.), « L'Uruguay gouverné à gauche, une voie singulière en Amérique latine ? », *Revue Problèmes d'Amérique latine*, n°74, 2009.

-Raúl Zibechi, « Uruguay. Les mouvements sociaux entre l'autonomie et la lutte pour le changement », 5 décembre 2007, Alai, (<http://alainet.org>).